

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.632

7 octobre 1997

(97-4248)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Navires de pêche
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Avis à l'industrie maritime portant modification de l'Avis à l'industrie maritime n° 13/1989 (Exécution d'un essai de gîte)
6.	Teneur: Cet avis contient des instructions concernant l'état dans lequel un navire de pêche doit être au moment où un essai de gîte est effectué ainsi que des instructions concernant l'exécution de l'essai de gîte lui-même. Liste indicative des règlements techniques: article premier et annexe.
7.	Objectif et justification: Si ce projet de modification d'avis implique des restrictions quantitatives à l'importation ou des mesures d'effet équivalent au sens de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, celles-ci sont justifiées à des fins de protection de la sécurité publique ainsi que de la santé et de la vie des personnes. L'article 3 renferme une disposition relative à la reconnaissance mutuelle pour les produits étrangers qui satisfont aux prescriptions établies dans le pays d'origine.

8.	Documents pertinents: Décret sur les navires de pêche. Aucune note explicative n'accompagnait l'avis originel.
9.	Date projetée pour l'adoption: 20 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 21 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 19 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: